



**PRÉFÈTE  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service des Procédures Environnementales**

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Unité Départementale de la Gironde**

**ARRÊTÉ du 18 MAI 2026**  
**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**SEMOCTOM à Saint-Léon**  
**exploitant un centre de transfert de déchets ménagers et assimilés, une déchetterie pour particuliers**  
**ainsi qu'une plateforme dédiée au broyage de déchets verts**

**La Préfète de la Gironde,**

- VU** l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;
- VU** les schémas, plans et programmes concernés ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 août 1981, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 27 janvier 1997, 7 août 2001, 27 octobre 2004, 13 février 2015 et du 8 août 2018, autorisant le SEMOCTOM à exploiter une déchetterie et un centre de transit de déchets ménagers et assimilés, 9 route d'Allégret à Saint-Léon ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU** la demande présentée en date du 27 juin 2025, complétée les 07 janvier 2025 et 30 septembre 2025, par le SEMOCTOM, dont le siège social est situé 9 Route d'Allégret – 33670 Saint-Léon, pour l'enregistrement d'une déchetterie pour particuliers (rubrique n° 2710-2 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement) et l'aménagement d'une aire de broyage de déchet verts sur le territoire de la commune Saint-Léon ;
- VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 26/03/2012 susvisé, ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 6 février 2026 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU** les observations du public recueillies entre le 09 mars au 08 avril 2026 inclus ;
- VU** l'absence d'avis / les avis des conseils municipaux des communes comprises dans un rayon d'un kilomètre depuis le site d'implantation (commune de Saint-Léon), consultés entre le 09 et 23 avril 2026 (15 jours après la fermeture de la consultation du public) ;
- VU** le rapport du 13 mai 2026 de l'inspection des installations classées ;
- VU** la communication au pétitionnaire du rapport susvisé et des propositions de l'inspection des installations classées, par courriel du 14 avril 2026 conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence d'observations du pétitionnaire concernant le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement transmises par courriels du 14 avril 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est situé en dehors de toute zone remarquable ;

**CONSIDÉRANT** l'incompatibilité manifeste des règles du PLUi de la communauté de commune du Créonnais applicables aux parcelles n°323, 324, 325 et 326 section 0A (zone Ap – terrains à vocation d'exploitation agricole et forestière) avec les aménagements sollicités par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'enregistrement ;

**CONSIDÉRANT** toutefois :

- les démarches de mise en compatibilité du PLUi de la communauté de commune du Créonnais entreprises par le SEMOCTOM ;
- que le nouveaux PLUi, prenant en compte le reclassement des parcelles concernées en zone Ux compatible avec l'usage envisagé, a effectivement fait l'objet d'une consultation du public ; que cette dernière s'est clôturée en date du 09 mars 2026 et n'a fait l'objet d'aucune observation spécifique sur le sujet ;

- que la date d'approbation du PLUi modifié est prévue en date du 26 mai 2026 soit en quasi simultanéité avec la présente décision ;
- la jurisprudence du conseil d'état en date du 6 mars 1987 (jugement n°50475) fait apparaître qu'une autorisation ICPE n'est délivrable qu'à condition de la compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme en vigueur a moins qu'une procédure de revision, de modification ou de mise en compatibilité du document d'urbanisme ayant pour effet de permettre cette délivrance soit engagée.

**CONSIDÉRANT** qu'il apparaît de ce fait possible d'enregistrer le site du SEMOCTOM de Saint-Léon sous réserve de l'approbation du nouveau PLUi de la communauté de commune du Créonais dans la version présentée à l'enquête publique pour les parcelles n°323, 324, 325 et 326 section 0A ;

**CONSIDÉRANT** le caractère peu significatif des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

## ARRÊTE

### TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

#### CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

##### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations (déchetterie, centre de transfert et broyeur de déchets verts) du Syndicat de l'Entre Deux Mers Ouest pour la Collecte et le Traitement des Ordures Ménagères (SEMOCTOM) (SIREN n° XXX), dont le siège social est situé 9 Route d'Allégret – 33670 Saint-Léon, faisant l'objet de la demande susvisée du 30 septembre 2025 sont enregistrées, sous réserve de la mise en compatibilité des parcelles n° 323, 324, 325 et 326 section 0A du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du Créonnais avec une activité de type industrielle.

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions des articles suivants.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Saint-Léon, au 9 Route d'Allégret, parcelles référencées n°316, 319, 323, 324, 325, 326, 610 et 611 de la section 0A sur une surface de 3,7 ha. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

**Les actes antérieurs sont abrogés.**

#### CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

##### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DES NOMENCLATURES INSTALLATIONS CLASSÉES ET LOI SUR L'EAU (IOTA)

| Rubrique | Installations et activités concernées   | Éléments caractéristiques   | Régime du projet |
|----------|---|---|------------------|
| 2716-1   | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.<br>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> ; | <b>Types/volumes de déchets susceptibles d'être présents et équipements dédiés :</b><br><br>- Ordures ménagères (2 remorques FMA de 90 m <sup>3</sup> ) ;<br>- Déchets issus de collectes sélectives (2 remorques FMA de 90 m <sup>3</sup> ) ;<br>- Biodéchets (1 quai de transfert et une benne de 20 m <sup>3</sup> ) ;<br>- Pneus usagés (1 benne de 30 m <sup>3</sup> ) ; | E                |

|         |  |   |    |
|---------|--|---|----|
|         |  | - Pneus usagés hors format (1 benne de 10 m <sup>3</sup> )<br><br>1 100 m <sup>3</sup><br>48 000 t/an   |    |
| 2710-2a | Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719<br>2. Collecte de déchets non dangereux :<br>Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup> | <b>Types de déchets collectés :</b><br>Métaux : 30 m <sup>3</sup> ;<br>Plastiques durs : 30 m <sup>3</sup> ;<br>Cartons : 30 m <sup>3</sup> ;<br>Bois : 30 m <sup>3</sup> ;<br>Eco-mobilier : 30 m <sup>3</sup> ;<br>Gravats : 30 m <sup>3</sup> ;<br>Tout venant : 30 m <sup>3</sup> ;<br>Verre : 2 m <sup>3</sup> ;<br>Vêtements : 2 m <sup>3</sup> ;<br>Livres : 2 m <sup>3</sup> ;<br>Huile alimentaire : 0,2 m <sup>3</sup> ;<br>Capsules café aluminium : 1 m <sup>3</sup> ;<br>;<br>Petits appareils en mélange : 60 m <sup>3</sup> ;<br>Articles de sports et loisirs : 1 m <sup>3</sup> ;<br>Huisseries : 8 m <sup>3</sup> ;<br>Pneumatiques usagés : 5 m <sup>3</sup> ;<br><br>400 m <sup>3</sup> | E  |
| 2794-1  | Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux.<br>La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j ;   | Quantité maximum stockée par an = 1500 tonnes<br><br>1 campagne de broyage par mois<br><br>Durée d'une phase de broyage : 1 journée<br><br>125 t/j  | E  |
| 2710-1b | Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719<br>1. Collecte de déchets dangereux :<br>La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t                              | <b>Types de déchets collectés :</b><br>- ECO-DDS et Hors-ECO : 0,4 tonnes ;<br>- Batteries plomb et lithium : 0,45 tonnes ;<br>- Piles : 0,5 tonnes ;<br>- Huiles minérales : 1,8 tonnes ;<br>- GEM : 1,8 tonnes ;<br>- Ecrans plats : 0,2 tonnes ;<br>- Cartouches / toners : 0,03 tonnes ;<br>- Radiographie : 0,02 tonnes ;<br>- Néons : 0,15 tonnes ;   | DC |

|         |   |  |    |
|---------|---|--|----|
|         |   | - Ampoules : 0,075 tonnes ;<br>- Autres déchets dangereux :<br>1,5 tonnes<br><br>6,9 t |    |
| 1434-1b | Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).<br>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h | 10 m³/h  | DC |
| 1435-2  | Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.<br>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³  | 610 m³/an  | DC |
| 2.1.5.0 | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :<br>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha   | 3,7 ha   | D  |

Régime : E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique)

#### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieu-dit suivants :

| Commune            | Parcelles   | Surface |
|--------------------|---|---------|
| Saint-Léon - 33670 | 316, 319, 323, 324, 325, 326, 610 et 611 de la section 0A | 3,7 ha  |

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

##### ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 09 septembre 2025.



Elles respectent les dispositions du présent arrêté et des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

#### **CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

##### **ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était enregistrée, son exploitant en informe le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées conformément à l'article R. 512-46-25 du Code de l'Environnement. La cessation est réalisée conformément aux articles R. 512-46-25 et suivants du code de l'environnement, notamment sur la définition de l'usage futur.

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage d'activités économiques.

#### **CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

##### **ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel d'enregistrement du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2794 (installations de broyage de déchets végétaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- arrêté ministériel du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial);
- arrêté ministériel du 19/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 ;
- arrêté ministériel du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

## TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

### ARTICLE 4 – MOYENS D'EXTINCTION D'INCENDIE

Pour assurer la défense incendie de ses installations, l'exploitant dispose des moyens suivants :

| Défense extérieure contre l'incendie  | Défense intérieure contre l'incendie   |
|---|--|
| un réservoir souple de 120 m <sup>3</sup> avec raccords pompiers, implanté en limite Nord du site               | un réservoir souple de 360 m <sup>3</sup> pour les 5 canons à eau du bâtiment de stockage / centre de sur-tri  |
| un réservoir souple de 240 m <sup>3</sup> avec raccords pompiers, implanté en limite Ouest du site,             | une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque. |
| un poteau incendie existant et situé devant l'entrée de la déchetterie, d'une capacité de 60 m <sup>3</sup> /h, | /  |

Ces moyens sont maintenus en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifiés.

La réserve incendie de 360 m<sup>3</sup>, est dédiée uniquement pour l'alimentation des moyens interne. En ce sens celle-ci dispose d'un nommage approprié dans les plans internes du site et le Plan de Défense Incendie (PDI) (exemple : "Réserve lances canons"). **Toute mention de cette défense en tant que « réserve incendie » doit être bannie afin que le SDIS ne considère pas cette dernière comme une défense extérieure contre l'incendie (DECI).**

### ARTICLE 5 – POINTS DE REJET

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et conforme à l'accréditation COFRAC sur les prélèvements.

#### Points de rejets des effluents du SEMOCTOM :

1. **Eaux susceptibles d'être polluées :** Eaux pluviales de ruissellement issus des zones quai de transfert et de stockage, pôle technique, atelier, aire de lavage des engins et déchetterie.

| Numéro du point        | 1  | 2   | 3  | 4                      |
|------------------------|--|---|--|------------------------|
| Zone d'exploitation    | Déchetterie  | Bassin de 1100 m <sup>3</sup> et chaussée drainante | Bassin de 250 m <sup>3</sup> et chaussée drainante | Plate forme de broyage |
| Traitement avant rejet | Séparateurs d'hydrocarbures  |   |  |                        |
| Exutoire du rejet      | Fossé en long de voirie puis Ruisseau de Faugères avant de rejoindre La Canaudonne |   |  |                        |

2. **Eaux de voiries :** Eaux pluviales de ruissellement issues des parkings de l'exploitation et des bâtiments administratifs.



3. **Eaux de toitures non polluées** : eaux pluviales ruisselants uniquement sur les toitures des bâtiments du site (administratif et d'exploitation). **Ces dernières doivent être séparées des eaux susceptibles d'être polluées mentionnées au 1.**

#### ARTICLE 5 – VALEURS LIMITES DE REJET

Chaque point de rejet des eaux susceptibles d'être polluées font l'objet d'une mesure à minima annuelle et transmise via l'application GIDAF :

| Paramètre   | Concentration (en mg/l) |
|---|-------------------------|
| MES   | 100                     |
| DCO   | 300                     |
| DBO5  | 100                     |
| Azote global  | 30                      |
| Phosphore total   | 10                      |
| Hydrocarbures totaux                                    | 10                      |
| Arsenic   | 0,025                   |
| Cadmium   | 0,025                   |
| Chrome  | 0,100                   |
| Cuivre  | 0,150                   |
| Mercure   | 0,025                   |
| Nickel  | 0,200                   |
| Plomb   | 0,100                   |
| Zinc  | 0,800                   |
| Fluor   | 15                      |
| Indice phénols  | 0,300                   |
| Cyanures libres   | 0,100                   |
| HAP   | 0,025                   |
| Benzo(a)pyrène  |                         |
| Somme Benzo(b)fluoranthène<br>+ Benzo(k)fluoranthène    |                         |
| Somme Benzo(g, h,i)perylène<br>+ Indeno(1,2,3-cd)pyrène |                         |
| AOX   | 1                       |

**La quantité d'eau rejetée est évaluée au moins une fois par an.**

Une mesure des concentrations des différents polluants est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Le pH des effluents devra être compris entre 5,5 et 8,5.

La température doit être inférieure à 30°C.

## ARTICLE 6 – SURVEILLANCE DES REJETS

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets d'eaux visés à l'article 4.1 du présent arrêté. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après :

| Paramètre   | Fréquence    |
|---|--------------|
| MES   | Semestrielle |
| DCO   | Semestrielle |
| DBO5  | Semestrielle |
| Azote global  | Semestrielle |
| Phosphore total   | Semestrielle |
| Hydrocarbures totaux                                    | Semestrielle |
| Arsenic   | Semestrielle |
| Cadmium   | Semestrielle |
| Chrome  | Semestrielle |
| Cuivre  | Semestrielle |
| Mercure   | Semestrielle |
| Nickel  | Semestrielle |
| Plomb   | Semestrielle |
| Zinc  | Semestrielle |
| Fluor   | Semestrielle |
| Indice phénols  | Semestrielle |
| Cyanures libres   | Semestrielle |
| HAP   | Semestrielle |
| Benzo(a)pyrène  |              |
| Somme<br>Benzo(b)fluoranthène +<br>Benzo(k)fluoranthène |              |
| Somme Benzo(g,h,i)perylène<br>+ Indeno(1,2,3-cd)pyrène  |              |
| AOX   | Semestrielle |

## **ARTICLE 6 – DISPOSITIONS PROPRES A L'INSTALLATION DE TRANSIT DES DECHETS MENAGERS**

### **Article 6.1 - DECHETS ADMIS**

Les déchets admis dans l'installation sont uniquement :

- des déchets ménagers et assimilés en mélange ;
- des biodéchets ;
- des déchets propres et secs ;
- des encombrants ;
- des déchets verts.

Ces déchets proviennent uniquement du territoire couvert par le SEMOCTOM.

Sont notamment refoulés :

- les déchets dangereux ;
- les déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes : explosif, inflammable ; radioactif, fluides, boueux, pulvérulents non conditionnés, contaminés, souillés ;
- les déchets hospitaliers.

Il est également interdit de faire transiter par le centre des déchets non refroidis dont la température serait susceptible de provoquer un incendie ainsi que des déchets liquides, même en récipients clos.

### **ARTICLE 6.2 – RECEPTION DES DECHETS**

Les déchets réceptionnés doivent systématiquement faire l'objet d'un contrôle visuel et d'un test de radioactivité pour s'assurer de leur acceptabilité.

Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers le dit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé.

La quantité, la nature, la provenance des déchets et les raisons de leur refus doivent être enregistrés.

Les déchets sont déversés dans des fosses de réception. Tout dépôt même temporaire en dehors des fosses de réception est interdit. Les zones de déchargement et chargement sont situées dans un bâtiment couvert.

---

## **TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

---

### **ARTICLE 3.1. FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 3.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (article L. 514-6 du code de l'environnement)**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) » :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;
- 2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

### ARTICLE 3.3. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-24 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de Reignac et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Reignac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de Monsieur le Maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application notamment de l'article R. 512-46-12 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Gironde pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### ARTICLE 3.4. EXÉCUTION – COPIE

Le présent arrêté sera notifié au SEMOCTOM.

Copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Léon,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle Aquitaine.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le

**18 MAI 2026**

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général



François DRAPÉ

## ANNEXE 1 – Plan de l'extension du site (plateforme de transit et broyage de déchets verts)





## ANNEXE 2 – Plan général du site de Saint-Léon

